

Le Yémen, terrain de jeux des pouvoirs régionaux

Des forces extérieures exercent une influence fondamentale sur le déroulement de la guerre au Yémen, ce qui la rend plus complexe encore. Les États-Unis et leur nouveau président, Joe Biden, réaffirment leur engagement pour faire cesser le conflit, même si cela demeure difficile. Si les acteurs externes se retiraient prématurément, le Yémen resterait un pays divisé dans lequel différents groupes ethniques se méfient terriblement les uns des autres.

Par Jeremy Guggenheim

La guerre civile yéménite voit s'affronter le groupe chiite *Ansabr Allah*, généralement appelés Houthis, et le président Abdrabbo Mansour Hadi, à la tête du gouvernement central reconnu au niveau international. Avec ses offensives militaires, la milice chiite essaie de reconstruire un imamat indépendant au Yémen. Les Houthis bénéficient du soutien du régime islamiste chiite iranien. Leur ennemi juré, l'Arabie saoudite sunnite, a formé une coalition avec les Émirats arabes unis (EAU) pour faire revenir à la tête du pays le président Hadi et son gouvernement central, chassé par les Houthis. À la suite d'une intervention militaire menée par l'Arabie saoudite, le conflit civil yéménite a dégénéré en guerre saoudienne-iranienne par procuration.

Pourtant, bien que partenaires de coalition, l'Arabie saoudite et les EAU mènent des interventions aux objectifs très différents, parfois opposés. Pour Riyad, endiguer l'influence iranienne et neutraliser la menace que représente la milice houthite est une priorité absolue, tandis que l'objectif principal des EAU est de lutter contre une branche locale des Frères musulmans, autre belligérant au Yémen. Pourtant, le gouvernement central de Hadi avait trouvé en les Frères musulmans son meilleur allié. Lorsque le gouvernement central et l'Ar-



Troupes Houthi à l'arrière d'un camion de patrouille de police après avoir participé à un rassemblement à Sanaa, Yémen 19 février 2020. *Khaled Abdullah / Reuters*

bie saoudite se montrèrent peu disposés à dissoudre le partenariat entre le gouvernement Hadi et les Frères musulmans, les EAU ont alors commencé à former des milices concurrentes pour lutter contre l'alliance gouvernementale de Hadi. C'est ainsi qu'un autre acteur, qui lutte certes contre la milice des Houthis mais frappe égale-

ment régulièrement les troupes gouvernementales, a pris de l'importance dans la guerre civile yéménite.

Au début de la guerre, l'ancien président américain, Donald Trump, a certes refusé de participer activement à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, mais a accepté de

la soutenir. La nouvelle administration Biden change maintenant de cap. Elle a annoncé ne plus vouloir aider l'Arabie saoudite. Le changement de stratégie américain accroît la pression déjà considérable que subit l'Arabie saoudite pour cesser son intervention militaire. Un éventuel retrait des acteurs extérieurs ne constituera pourtant pas une solution de paix durable, car les animosités historiques entre les belligérants locaux perdurent.

Déroulement du conflit

Suite à ce qui fut appelé le «Printemps arabe», l'inamovible président yéménite Ali Abdallah Saleh a cédé sa place en 2012 à son bras droit Hadi. Rendue plus forte par le vide politique qui s'ensuivit, la milice houthie a débuté son offensive et s'est emparée très rapidement de nombreuses zones du Nord-Yémen et de la capitale Sanaa. Après son alliance avec l'ancien président Saleh, qu'elle assassina ensuite, et grâce au soutien des militaires fidèles à ce dernier, elle a pu marcher jusqu'à la ville portuaire d'Aden dont elle s'est emparée en mars 2015. Le président Hadi et le gouvernement central ont alors pris le chemin de l'exil en Arabie saoudite.

Dans le but de réhabiliter Hadi à la tête du pays, l'Arabie saoudite a formé une coalition comprenant les EAU, l'Égypte, le Koweït, le Maroc et le Bahreïn, qui est intervenue militairement au Yémen en mars 2015. Une guerre principalement aérienne était censée faire reculer la milice houthie. La coalition saoudi-émiratienne a réussi à reprendre certaines zones du Sud-Yémen et d'Aden. Malgré la supériorité militaire de la coalition soutenant le gouvernement central, l'impossibilité de parvenir à une victoire militaire rapide à cause du manque de forces terrestres a permis à la milice houthie de renforcer sa position militaire dans certaines régions du Yémen.

Dans la ville d'Aden, l'ancien antagonisme entre les zones autrefois séparées du Nord et du Sud a refait surface en août 2019. Les séparatistes ont chassé les troupes du gouvernement Hadi et traqué ses alliés, les Frères musulmans yéménites, sans merci. Comme les sécessionnistes sont formés par les EAU, les tensions ont augmenté entre les EAU et le gouvernement central dirigé par le président Hadi.

Objectifs saoudiens et émiratis

Dès 2004, l'Arabie saoudite a apporté son soutien au régime yéménite, encore dirigé par le président Saleh, dans son combat contre les Houthis. Pendant les nombreuses

guerres qu'il a menées, l'ancien régime a donné l'impression que la milice chiite était un groupe financé par l'Iran. Parallèlement, le gouvernement saoudien a considéré les Houthis et leur pouvoir basé au Nord-Yémen, à la frontière saoudienne, comme une organisation menaçante pour la sécurité intérieure de l'Arabie saoudite. Cette impression est renforcée par le fait qu'une minorité chiite marginalisée et opprimée est basée en Arabie saoudite. La prise de pouvoir des Houthis a renforcé la crainte latente d'avoir un allié iranien à la frontière potentiellement présentant le même niveau de menace que le Hezbollah pour Israël.

Nommé ministre de la Défense en 2015 et aujourd'hui prince héritier, Mohammed ben Salmane souhaitait remporter une victoire rapide au Yémen grâce à son intervention et ainsi remettre son protégé Hadi à la tête du pays, ce qui aurait permis de se débarrasser définitivement de l'adversaire de toujours, l'Iran. L'objectif de l'intervention fixé au début de la guerre était de désarmer les Houthis, de mettre fin officiellement à leur relation avec l'Iran et d'imposer leur participation au sein d'un gouvernement d'union nationale.

Pour les EAU, l'intervention militaire au Yémen représentait une possibilité idéale de renforcer une nouvelle perception du pays. Le «Printemps arabe» s'est accompagné d'une fragilisation des centres de pouvoir traditionnels de la région. Le vide politique ainsi créé a permis aux Émirats de sortir de leur rôle traditionnel de partenaire junior de l'Arabie saoudite. Après une phase de consolidation de la politique intérieure, rendue possible par une impitoyable répression des Frères musulmans et la perte de pouvoir de l'Émirat de Dubaï suite à la

Les objectifs militaires de l'Arabie saoudite et les EAU ne concordent qu'en apparence.

crise financière, le prince héritier des Émirats a commencé à appliquer une politique plus assurée. L'engagement dans différents conflits (Yémen, Qatar et Libye) devait souligner le nouveau rôle des EAU en tant que pôle opposé révisionniste du «Printemps arabe», l'objectif des Émirats étant d'empêcher les islamistes politiques de prendre le pouvoir.

Pourtant, les objectifs militaires des deux alliés que sont l'Arabie saoudite et les EAU ne concordent qu'en apparence. Les deux

États ont développé des perceptions très différentes de la menace. La politique des Émirats a pour priorité l'oppression de l'islam politique des Frères musulmans, car ce groupe et son potentiel de mobilisation de structures transnationales représentent pour eux la principale menace de la stabilité de leur régime. En revanche, dans l'agenda saoudien, la maîtrise de l'expansion de l'Iran est en tête de liste des priorités. De plus, le régime des Émirats voit son intervention comme un moyen de contrôler les ports yéménites pour développer la marge de manœuvre dans le golfe d'Aden.

Les Houthis et l'Iran

Contrairement à la version saoudienne, la coopération entre la milice chiite des Houthis et l'Iran a tout d'abord été plutôt limitée. Mais cette collaboration s'est renforcée pendant la guerre civile. Pourtant, la coopération des Houthis avec Téhéran ne repose pas, comme on le suppose souvent, sur une idéologie pan-chiite commune. Leur relation repose beaucoup plus sur la volonté commune d'affaiblir l'Arabie saoudite et de stabiliser leurs propres pouvoirs. La milice yéménite se voit comme un acteur national qui travaille à la réalisation d'objectifs politiques uniquement internes (voir encadré). Contrairement aux autres alliés de l'Iran, la milice des Houthis est une organisation bien établie et qui agit de manière indépendante dans la plupart des cas. Et cela en fait l'allié le moins coûteux de l'Iran dans la région. Puisque la milice était déjà bien affirmée idéologiquement et militairement au début de la guerre, la relation avec l'Iran a été établie sur des avantages mutuels.

Les livraisons iraniennes de matériel de guerre de grande qualité ont permis aux Houthis d'accroître leur potentiel menaçant face à l'Arabie saoudite. Depuis l'intervention militaire de 2015, les rebelles ont commencé à attaquer des territoires de l'État saoudien avec des roquettes. Grâce aux drones et aux missiles de croisière iraniens,

ces offensives ont augmenté ces dernières années en intensité et en portée, ce qui constitue une réelle menace pour la sécurité intérieure de l'Arabie saoudite. Avec leurs tirs de roquettes, les Houthis veulent faire pression sur l'Arabie saoudite et la conduire à la table des négociations afin que Riyad accepte le nouveau *status quo* territorial. De son côté, l'Iran espère que l'utilisation des ressources saoudiennes pour la guerre civile yéménite détournera l'attention que son adversaire porte à son allié essentiel au niveau stratégique, Bachar el-Assad.

Le mouvement houthi

Les Houthis appartiennent au courant chiite des zaïdites, que l'on ne trouve que dans les régions difficiles d'accès au **nord-ouest du Yémen**. C'est là qu'ils ont fondé leur imammat au IX^e siècle. Cet État a perduré sous différentes formes jusqu'à la création de la République arabe du Yémen en 1962. Les Houthis se sont regroupés dans les années 90 autour de celui dont ils ont pris le nom, Hussein al-Houthi. Furieux de la corruption régnant sous le régime Saleh, les Houthis créèrent leur mouvement dont **l'objectif était de revenir à l'imamat**. À la suite de l'invasion de l'Irak menée par les États-Unis en 2003 et considérée comme néocolonialiste et hostile à l'islam, le mouvement s'est radicalisé, adoptant une position anti-occidentale et antisioniste plus extrême. Le **mouvement est hétérogène**. Il se compose de différentes branches et de diverses fractions politiques qui défendent des positions plus ou moins radicales ou modérées. La doctrine zaïdite est très différente du courant chiite dominant en Iran et très semblable à l'interprétation sunnite de l'islam.

Paradoxalement, l'intervention saoudienne a poussé les rebelles houthis à devenir encore plus dépendants de Téhéran. Si à ses débuts la relation était basée sur un pied d'égalité et des intérêts communs, elle s'est peu à peu dégradée en défaveur des Houthis. C'est la seule manière d'expliquer pourquoi les Houthis ont revendiqué l'attaque d'envergure des champs de pétrole saoudiens d'Abqaiq et de Khurais le 14 septembre 2019. Et cela bien que, selon les services de renseignements américains, l'attaque qui a divisé par deux la production saoudienne de pétrole provenait du territoire iranien, ce qui rabaisse les Houthis, autrefois partenaire d'égal à égal de l'Iran, au statut de forces mandataires. C'est précisément ce scénario que l'Arabie saoudite souhaitait éviter avec son intervention.

Objectifs militaires divergents

Reconnu au niveau international, le régime Hadi a trouvé son partenaire essentiel dans la bouture locale des Frères musulmans. Ce partenariat a pourtant été catégoriquement refusé par le gouvernement des Émirats. En accord avec leur perception de la menace, les opérations menées par les EAU depuis 2016 se concentrent sur la lutte contre les groupes extrémistes. Ils regroupent sous cette appellation non seulement le groupe des Houthis, mais aussi le groupe connu sous le nom de «Al-Qaïda dans la péninsule arabique» et surtout, l'organisation *Al-Islah*, la bouture yéménite des Frères musulmans. Le régime saoudien ne s'est pas rallié à cette interprétation. Il voit dans ce partenariat l'opportunité de lutter contre l'Iran, son ennemi juré.

Par la suite, les Émirats ont commencé à former et à armer des milices et d'autres acteurs partageant leurs évaluations de la coalition locale au pouvoir. Parmi ces acteurs se trouvaient les séparatistes du Sud-Yémen, déterminés à obtenir un État indépendant. Tout cela a conduit à la rupture

entre les EAU et le gouvernement central en 2017, entraînant alors des combats répétés entre celui-ci et ses alliés d'une part, et les formations soutenues par les EAU d'autre part. L'Arabie saoudite et les EAU se sont alors interposés afin de faire cesser les combats au sein des alliances, aboutissant en 2019 à l'Accord de Riyad qui n'a pas été mis en œuvre avant décembre 2020. Cet accord prévoit notamment que les acteurs ennemis forment un nouveau gouvernement d'unité nationale.

Au début de l'année 2019, les EAU ont commencé en grand secret le retrait de grandes parties de leurs troupes de la zone de conflit, ne laissant sur place que des petits contingents d'unités spéciales pour les missions antiterroristes. En raison du retrait des troupes de son partenaire de coalition le plus important et suite à la reprise des combats entre le gouvernement Hadi et les sécessionnistes soutenus par les EAU en 2019, le gouvernement saoudien a compris que cette guerre ne pourrait être gagnée militairement. Des négociations directes ont donc repris entre la maison royale et les Houthis, une démarche qui jusqu'à présent n'a produit aucun résultat.

Quo vadis Arabie saoudite?

Sous Donald Trump, les États-Unis ont aidé l'Arabie saoudite logistiquement à travers la maintenance des forces aériennes, la saisie des objectifs d'intervention par les services de renseignements ou encore la fourniture de matériel de guerre. Mais la nouvelle administration Biden annonce à présent vouloir mettre fin au soutien à l'Arabie saoudite. Par conséquent, la classification des Houthis comme organisation terroriste sera examinée. Le classement comme organisation terroriste compliquerait davantage le travail des organisations d'aide internationales et aggraverait la si-

tuation humanitaire déjà catastrophique. Afin de trouver une solution à cette situation en imposant la fermeté diplomatique nécessaire, le nouveau gouvernement américain a nommé pour la première fois un envoyé spécial pour le Yémen. Le changement de stratégie américain accroît encore la pression sur l'Arabie saoudite pour cesser son intervention militaire, car une bataille aérienne sans expertise américaine ni roquettes de précision n'est pas faisable au niveau opérationnel.

Avec le retrait de son allié le plus proche et la fin prévisible de l'aide américaine, il est évident que l'Arabie saoudite ne sera pas en mesure de gagner la guerre au niveau militaire. Sans oublier que les conditions-cadres ont changé au cours des six années de guerre. La réputation de l'Arabie saoudite a beaucoup souffert de la mort de Jamal Khashoggi et de l'accusation d'avoir commis des crimes de guerre. Au niveau de la politique intérieure, les énormes coûts générés par la guerre pèsent lourd, surtout à une époque où le prix du pétrole est bas, sans oublier les coûts consécutifs à la pandémie de coronavirus. Par rapport à ses objectifs guerriers, Riyad fait figure de perdant. Les relations entre les Houthis et l'Iran n'ont jamais cessé, elles se sont au contraire intensifiées au fil des années et sont aujourd'hui plus fortes

La coopération entre les Houthis et l'Iran a tout d'abord été plutôt limitée.

que jamais. De leur côté, les Houthis ont mis la guerre à profit pour ancrer leurs positions au nord-ouest du Yémen et tiennent maintenant sous leur coupe entre 70 pourcent et 80 pourcent de la population yéménite. Il semble donc illusoire qu'ils se laissent désarmer et se joignent au gouvernement d'unité nationale. Riyad n'a pas réussi non plus à réaliser son objectif principal, la sécurité de la frontière commune et la protection du territoire saoudien.

Contrairement à l'Arabie saoudite, les Émirats ont réussi à réaliser leurs objectifs de guerre, au moins en partie. Ils ont ainsi montré qu'ils étaient en mesure de suivre une politique étrangère indépendante. Les EAU sont désormais sortis du rôle du partenaire junior des Saoudiens. Grâce à leurs milices alliées, ils restent un acteur de poids au Yémen, malgré le retrait des troupes. Avec leurs représentants, ils ont réussi à prendre tous les ports importants, à l'exception de Al-Hodeïda. Ces points d'appui

stratégiques permettent aux EAU de pouvoir intervenir au Yémen quand ils le souhaitent. Ces bases viennent compléter les ports et bases militaires en Afrique. Les conséquences à moyen et long terme des positions géostratégiques autour du détroit de Bab-el-Mandeb ne sont pas encore prévisibles. Comme dans le cas de l'Arabie saoudite, la réputation des Émirats a néanmoins pâti de son intervention guerrière.

L'Arabie saoudite ne sera pas en mesure de gagner la guerre au niveau militaire sans aide américaine.

Au niveau de la politique intérieure, l'intervention militaire entraîne des tensions accrues entre les différents émirats du système fédéral.

En ce qui concerne l'Iran, la stratégie *low-cost / high-reward* (coûts faibles / forte rentabilité) s'est avérée payante. Avec des moyens relativement insignifiants, Téhéran a réussi à exercer une menace constante à la frontière saoudienne, menaçant même l'intérieur du pays. Absorbés par une guerre de

longue haleine, les forces de la coalition n'ont pas prêté attention à la Syrie, l'objectif principal de Téhéran. Les conséquences de la guerre, la réputation ternie des partenaires de coalition et le refroidissement de leur relation avec les États-Unis qui s'annonce ne peuvent que s'avérer utiles à l'Iran.

Suite aux échecs diplomatiques et militaires, le gouvernement central du président Hadi s'est mis à craindre d'être exclu en cas d'un éventuel accord négocié entre l'Arabie saoudite et les Houthis. Toutefois, l'Accord de Riyad, mis en œuvre uniquement en partie à partir de décembre 2020 sous forme d'un gouvernement

d'unité nationale, a permis au président Hadi de renforcer sa position de négociation. Cependant, les autres éléments de l'accord, notamment les questions territoriales ou le désarmement, ne sont pas encore remplis. De plus, ce nouveau gouvernement d'unité nationale repose sur des fondations fragiles, notamment en raison de la méfiance latente et persistante entre les partenaires du gouvernement, soit notamment les séparatistes et les Frères musulmans. Dans le cadre de ses décisions,

Hadi ne dispose ainsi que d'une marge d'appréciation limitée, puisqu'il doit tenir compte des intérêts de ses partenaires locaux et internationaux. Et même si l'Arabie saoudite et les EAU se retiraient du Yémen, ils voudront continuer à influencer les décisions futures. Le chemin est donc encore long avant un processus de paix stable. Il faut d'abord surmonter l'antagonisme historique et toujours d'actualité entre le gouvernement central et les Houthis. Sans oublier de nombreux acteurs à qui la guerre civile a permis de s'emparer du pouvoir dans certaines régions et qui ont tout intérêt à ce que le statu quo se maintienne.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Jeremy Guggenheim est chercheur au sein du parti politique suisse PLR. Auparavant, il a été assistant de recherche et d'enseignement au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Julian Kamasa
Révision linguistique: Névine Schepers, Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalyses

Parus précédemment:

Missions PSDC: adresser leur effet limité sur les réformes No 279
Désinformation en ligne: le cas de l'Ukraine No 278
Rivalité entre grandes puissances en Asie du Sud-Est No 277
La Chine et la maîtrise des armements nucléaires No 276
La Turquie et la crise en Méditerranée orientale No 275
Mercenaires au service d'États autoritaires No 274

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000472311